



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

*Direction départementale
des territoires et de la mer*

*Délégation territoriale
des Flandres*

Affaire suivie par : pascal.depecker@nord.gouv.fr

Tél. : 03 28 24 44 24

Objet : Plan de prévention des risques littoraux

De Gravelines à Oye-Plage

Réunion du COCON en date du 30 octobre 2013

Dunkerque, le

13 DEC. 2013

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention des risques littoraux prescrit par arrêté préfectoral du 13 septembre 2011, vous avez été invité à participer à la réunion du comité de concertation.

J'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu de cette réunion qui s'est tenue le 30 octobre 2013 Maison des Associations de Gravelines.

Comme il vous a été indiqué lors de cette réunion, les contributions écrites des membres des différents comités revêtent un caractère essentiel au bon déroulement de la concertation.

C'est pourquoi je vous invite à me faire part de toute remarque ou observation que vous estimez utile de porter à la connaissance de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Nord (DDTM 59), chargé de l'élaboration de ce document.

Le chef de la délégation territoriale


Sylvester DELCAMBRE

LISTE DES DESTINATAIRES

Messieurs les Maires de :

- Gravelines
- Oye Plage
- Grand Fort Philippe
- St Georges sur l'Aa
- St Folquin
- Vieille Eglise
- Nouvelle Eglise
- St Omer-Cappelle
- Offekerque

Monsieur le Président du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais

Monsieur le Président du Conseil Général du Pas de Calais

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Région d'Audruicq

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque

Monsieur le Président du Syndicat Mixte de la Côte d'Opale

Monsieur le Président du Syndicat Mixte EDEN62

Monsieur le Président du Syndicat Mixte du Pays du Calaisis

Monsieur le Président de l'Institution Interdépartementale des waterinques

Monsieur le Président de la 1ère section de waterinques du Pas de Calais

Monsieur le Président de la 2ème section de waterinques du Pas de Calais

Monsieur le Président de la 1ère section de waterinques du Nord

Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Opale

Monsieur le Président de l'ADELFA

Monsieur le Président de l'association « les Ecardiens »

Monsieur le Président de l'Université du Littoral Côte d'Opale

Monsieur le Directeur Général de Voies Navigables de France

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois Picardie

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Monsieur le Directeur de la Chambre d'Agriculture de la Région Nord-Pas de Calais

Monsieur le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile du Pas de Calais

Monsieur le Directeur du service des Affaires Maritimes du Littoral

Monsieur le Directeur de l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Région Flandre
Dunkerque

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer – Nord

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer – Pas de Calais

Monsieur le Délégué interrégional de l'ONEMA

Monsieur le Chargé de Mission du Conservatoire du Littoral

Copie à : Monsieur le Sous-Préfet de Saint Omer
Monsieur le Sous-Préfet de Dunkerque



PREFECTURE DU NORD

Plan de prévention des risques littoraux de Gravelines à Oye-Plage

Comité de Concertation : réunion du 30 octobre 2013
Maison des associations de Gravelines

Christian Abrard, sous-préfet de Saint-Omer et Philippe Lalart, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord (DDTM59) introduisent la réunion en rappelant qu'elle s'inscrit dans la suite des réunions de concertation menées depuis 2010 sur les risques de submersion marine, et en particulier de la première réunion du comité de concertation (COCON) du PPRL de Gravelines à Oye-Plage, le 16 mars 2012.

La réunion se déroule autour de 3 présentations, suivies d'échanges :

- Rappel de l'historique de l'étude régionale submersion marine, et explication des principes régionaux ayant présidé à la révision de l'étude ;
- Présentation par le bureau d'études DHI de l'évolution des hypothèses et des principes de modélisation sur le site de Gravelines à Oye-Plage, et explication des résultats ;
- Perspectives de la démarche d'élaboration du PPRL.

Ainsi que précisé en séance, **les supports de présentation utilisés** ont été mis en ligne le 6 novembre à l'adresse suivante : <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr/?Presentation-des-resultats-de-l-etude-de-submersion-marine>

I. Rappel de l'historique et nouvelles hypothèses

Grégory Brassart (DREAL) rappelle brièvement l'historique de l'étude et retrace l'évolution récente de certaines hypothèses structurantes, qui ont amené à certains approfondissements et conduisent aujourd'hui à actualiser et enrichir les résultats de l'étude. Il indique, pour chaque hypothèse, les raisons de l'évolution.

II. Présentation de la méthode et des résultats de l'étude de submersion marine

Le bureau d'études DHI (Jean-Paul Ducatez) explique les principes de modélisation mis en œuvre, et revient plus spécifiquement sur les hypothèses propres au périmètre de Gravelines à Oye-Plage. Il précise les sites identifiés comme vulnérables aux phénomènes de débordement (berges du chenal de l'Aa à Gravelines et Grand-Fort-Philippe), de rupture de cordon dunaire (au droit de l'école de char à voile à Petit-Fort-Philippe, et au droit des Escardines à Oye-Plage) ou d'ouvrage hydraulique (digue Taaf, digue de 1925 à Oye-Plage et Grand-Fort-Philippe). Il n'y a pas de phénomène de franchissement identifié sur ce périmètre d'étude.

Après avoir présenté la méthode générale de modélisation et les principes de représentation de l'aléa (croisement hauteur d'eau / vitesses, et bandes de précaution liées aux ouvrages ou au franchissement), M. Ducatez développe la modélisation approfondie réalisée spécifiquement sur l'estuaire, afin de représenter de manière réaliste les phénomènes de décote dans le chenal de l'Aa, et de surcote de déferlement de part et d'autre du chenal. Chacun des sites est ensuite détaillé du point de vue des hypothèses retenues.

La dynamique des écoulements est décrite par le biais de zooms successifs sur chaque phénomène, puis

d'une vidéo montrant l'évolution temporelle des submersions sur l'ensemble du périmètre.

Les cartes résultantes des hauteurs d'eau, des vitesses et de l'aléa, sont enfin présentées pour chacun des 2 scénarios étudiés :

- aléa centennal « actuel » ;
- aléa centennal « à l'horizon 2100 », intégrant le changement climatique.

A l'issue de cette présentation, les remarques ou questionnements suivants apparaissent :

1) M. Sename (ADELFA) soulève plusieurs interrogations :

- Il s'interroge sur l'absence de sites étudiés entre Petit-Fort-Philippe et le port Est de Dunkerque ;
- Il demande comment se situe le CNPE de Gravelines vis-à-vis des altitudes de submersion auxquelles l'étude DHI aboutit ;
- Il fait référence au dernier rapport du GIEC qui mentionne une hausse possible du niveau de la mer comprise entre 30 et 80cm d'ici à 2100. et demande comment se situe l'étude vis-à-vis de ce rapport ;
- Il voudrait connaître l'incidence d'inondations continentales sur un événement de submersion marine ;

→ Concernant le périmètre d'étude, M. Brassart (DREAL) indique que la phase de modélisation a fait suite à une première phase de compréhension de fonctionnement du littoral et d'analyse des événements historiques de submersion marine. Ce sont ces travaux qui ont conduit à écarter la frange littorale de Gravelines (à l'exception de la brèche prise en compte à Petit-Fort) à Dunkerque, dans la mesure où elle comprend des cordons dunaires élevés et épais et des ouvrages portuaires dont les quais sont situés au-dessus des niveaux d'eaux extrêmes considérés.

→ S'agissant de la centrale, M. Brassart explique qu'une démarche conduite par EDF à la demande de l'ASN a donné lieu à une révision de la démonstration de sûreté sur ce point. La précédente démonstration retenait une hypothèse de combinaison des facteurs extrêmes (marée coefficient 120 et surcote millénale), sans considération de déferlement. La nouvelle démonstration intègre le phénomène de clapot. Le phénomène de Houle océanique n'est pas retenu dans la mesure où les modélisations numériques montrent que la houle est très fortement atténuée du fait de la présence des canaux d'amenée et de rejet. A la suite de cette nouvelle démonstration qui intègre le phénomène de clapot, des travaux seront réalisés sur le site courant 2014.

→ M. Brassart fait remarquer par ailleurs que les travaux du GIEC¹ semblent conforter la pertinence des hypothèses sur lesquelles se base la circulaire de 2011 (+20cm comme première prise en compte du changement climatique, +60cm à l'horizon 2100). S'agissant d'un premier volet, le processus d'écriture du rapport n'est néanmoins pas encore abouti (le résumé à l'attention des décideurs, notamment, n'est pas encore connu). Si l'étude régionale se doit de se baser sur les dernières données disponibles, ce qui a été fait, elle doit aussi suivre les consignes ministérielles en vigueur. Aussi, l'initiative d'envisager des valeurs d'élévation du niveau de la mer plus élevées serait-elle prématurée au regard d'éléments qui n'ont pas encore fait l'objet de décisions politiques.

→ Sur la problématique de concomitance entre crue continentale des waterings et submersion marine, M. Brassart (DREAL) puis M. Lalart (DDTM 59) indiquent tous deux que cette problématique est moins prégnante sur le périmètre de Gravelines à Oye-Plage que sur celui de Dunkerque à Bray-Dunes, et renvoient donc aux discussions propres à ce dernier. Ils précisent en outre que de leur point de vue, la probabilité de concomitance entre une tempête centennale et un épisode de crue des waterings est plus faible que celle de l'événement centennal. Néanmoins il est précisé qu'en termes d'urbanisme, les études aléas PPRL et l'étude de débordement des watergangs sont bien complémentaires sur le territoire. Ces 2 données feront d'ailleurs l'objet d'un porter à connaissance auprès des collectivités.

2) Mme Haegeman (association Les Escardiens) fait part de travaux en cours sur le site du Platier d'Oye qui lui semblent de nature à fragiliser le cordon dunaire. Elle relève qu'en avril 2011, le préfet aurait annoncé des subventions pour des travaux de renforcement du cordon dunaire, déplore que cela n'ait pas été suivi d'effets, et rappelle les enjeux que représentent les vies humaines du secteur des Escardiens.

→ M. Lalart (DDTM 59) et M. Brassart (DREAL) rappellent que l'enveloppe de 500 millions d'euros

1 NDLR : le premier volet du rapport, rendu public le 27/09, évoque une élévation possible de 26 cm à 82 cm dans la période 2081-2100, par rapport à la période 1986-2005, avec comme scénario pessimiste le chiffre de 98 cm d'élévation moyenne.

mentionnée en 2011 concernait le dispositif PAPI (programmes d'action de prévention des inondations) déployé à l'échelle nationale, et qui couvre à la fois les phénomènes d'inondations continentales et de submersions marines. Dans ce cadre, le Syndicat Mixte Côte d'Opale (SMCO) a déposé un projet qui a été labellisé en tant que PAPI d'intention, sur le périmètre du Delta de l'Aa.

→ Concernant les travaux, M. Mathon (DDTM 62) explique qu'il n'a pas connaissance d'autres interventions que celles qui visent actuellement à la suppression de huttes de chasse dans le marais, en lien avec le conservatoire du littoral. En principe, il n'y a donc pas d'impact sur le cordon dunaire.

- 3) M. Ringot (président de l'Union des sections de Wateringues) indique qu'il s'interroge également sur la nature des travaux en cours sur le Platier d'Oye.
→ En complément de la discussion précédente, M. le Sous-préfet invite les acteurs locaux concernés à se rapprocher de la DDTM 62 pour examiner conjointement les travaux autorisés et en cours sur ce site.
- 4) M. Dubaille (conservatoire du littoral) demande pourquoi ont été modélisés les prés salés, alors qu'il s'agit d'une partie du domaine public maritime, dont le fonctionnement normal implique qu'elle est régulièrement envahie par la mer.
→ M. Ducatez (DHI) répond que la modélisation passe nécessairement par une prise en compte des écoulements tels qu'ils se produisent dans cette zone, afin de déterminer les conditions hydrauliques auxquelles sont soumis les secteurs situés à l'arrière. Il ne s'agit donc pas de l'affichage d'un risque sur cette zone, ni de sa traduction réglementaire dans le PPRL, mais de la compréhension de la dynamique du phénomène.
- 5) M. Maerten (1ère section de Wateringues) demande ce qu'il se passerait en cas de rupture de la porte noire (à l'aval du Schlef Vliet), ou bien des écluses 63 et 63bis.
→ M. Ducatez (DHI) indique que des analyses de sensibilité ont été conduites sur la position des écluses 63 et 63bis, et qu'elles concluaient à une très faible sensibilité des résultats à ce paramètre. Il juge l'hypothèse d'une rupture de la porte noire, ou bien des ouvrages d'écluses, très peu probable (notamment au regard du protocole de gestion du port départemental).
- 6) M. Leuregans (mairie de Gravelines) fait part du retour d'expérience issu du 1er Porter à Connaissance (PAC) réalisé en 2011. Il rappelle le besoin, pour la prise en compte des risques dans l'application du droit des sols, de disposer de cartes à une échelle suffisamment précise et contenant tous les paramètres nécessaires (hauteur / vitesse / aléas, mais aussi altitude maximale de référence). Il demande enfin si les fichiers de données au format SIG seront transmis rapidement, afin de permettre une prise en compte rapide et fiable des nouvelles cartes.
→ M. Lalart indique que la dernière partie de la réunion va justement traiter de ce sujet, et annonce que le PAC qui sera réalisé prochainement tiendra compte de ce retour d'expérience et visera la mise à disposition de données complètes pour les besoins de l'ADS et notamment de l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

III. Perspectives de la démarche d'élaboration du PPRL

M. Philippe (DDTM 59) présente brièvement les prochaines phases de l'élaboration du PPRL de Gravelines à Oye-Plage, et les ajustements qui vont être apportés au dispositif de concertation. La prochaine étape de concertation portera sur la cartographie des enjeux. Compte tenu de l'importance de cette délimitation cartographique en termes réglementaires, la méthode de cartographie va être discutée dans un premier temps avec le comité technique (COTEC) qui se réunira fin 2013. Le prochain comité de concertation (COCON) ne sera pas envisagé avant le 2nd trimestre 2014, afin de tenir compte des échéances électorales à venir.

La présentation a également porté sur l'explication des principes généraux de prévention² qui seront appliqués d'une part, à l'aléa de référence (aléa centennal « actuel »), et d'autre part à l'aléa tenant compte du changement climatique (aléa centennal « à l'horizon 2100 »).

En conclusion, M. Lalart (DDTM 59) précise qu'un Porter à Connaissance (PAC) sera effectué prochainement avec l'objectif :

- de communiquer aux collectivités des cartes permettant la prise en compte des aléas submersion

² Issus de la circulaire du 27 juillet 2011 relative à l'élaboration des PPRL

marine, via l'article R111-2 du code de l'urbanisme, pendant la phase transitoire d'élaboration du PPRL ;

- d'actualiser la doctrine transmise en 2011 pour les décisions individuelles d'urbanisme, et notamment de préciser l'usage particulier qui doit être fait de l'aléa à l'horizon 2100.

Il insiste sur le rôle des collectivités dans la co-construction de cette doctrine, qui se veut un document vivant permettant d'intégrer le retour d'expérience de son application en matière d'ADS. Les collectivités sont donc invitées à partager avec les services de l'Etat leur expérience de son application.

- 1) M. Leuregans (mairie de Gravelines) revient sur les principes d'usage de l'aléa à l'horizon 2100 dans les zones non urbanisées situées hors aléa de référence, et indique que la lecture de la circulaire de juillet 2011 (textes et tableaux) est ambiguë sur ce point (interdiction ou autorisation avec prescription).

→ M. Philippe (DDTM 59) précise que la circulaire contient effectivement plusieurs formulations à ce sujet, qui mérite une attention particulière. Le principe est bien d'« encourager l'implantation des nouveaux enjeux hors des zones soumises à un risque potentiel futur » : mais bien qu'il s'applique comme une interdiction ferme dans les « zones de cuvettes » (c'est-à-dire dans les zones d'aléa fort) il peut être modulé pour les aléas modérés selon l'analyse locale de l'évolution de l'aléa à l'horizon 2100³. La présentation, qui se voulait synthétique, n'a pas développé ces nuances, mais cette notion particulière est bien susceptible d'être évoquée lors des phases suivantes de l'étude : pas directement lors de la cartographie des enjeux, mais lors de l'élaboration du zonage réglementaire.

- 2) M. Majewicz (maire de Oye-Plage) constate qu'après avoir été concernées par un aléa submersion marine, des surfaces importantes apparaissent désormais en dehors de l'aléa à l'horizon 2100. Il fait part de projets dans ces zones (projets qui seraient soumis à des prescriptions sur la base des anciennes cartes de submersion, mais en seraient dispensées au regard des aléas tels qu'ils ont été révisés) et s'interroge sur la possibilité de tenir compte dès à présent des nouvelles données en lieu et place des précédentes, et ainsi de délivrer des permis de conduire en s'affranchissant des anciennes cartes.

→ M. Lalart (DDTM 59) invite M. le Maire à se rapprocher de la DDTM 62 qui est la référente de la commune de Oye-Plage pour la prise en compte des risques dans l'urbanisme, pendant la phase transitoire d'élaboration du PPRL. D'un point de vue général, il indique que le PAC aura précisément pour vocation de sécuriser la position des élus communaux vis-à-vis des pétitionnaires, en leur permettant de viser de manière très claire les documents les plus à jour. Il complète en estimant que d'ici là, pour les cas sans ambiguïté, il doit être possible d'anticiper par rapport au PAC, en veillant à viser de manière explicite à la fois le rapport DHI mis en ligne, et la réunion de ce jour.

En conclusion, l'ensemble des membres du comité de concertation du plan de prévention des risques littoraux de Gravelines à Oye-Plage est invité à faire parvenir ses remarques par écrit à la DDTM 59 / Délégation Territoriale des Flandres à l'adresse suivante :

DDTM 59 / DT Flandres
30 rue L'Hermitte
BP 6533
59386 Dunkerque Cedex

3 La circulaire précise ainsi (p.17) : « La superficie des zones inconstructibles ne varie donc pas par rapport à un PPRL « classique », à l'exception des zones non urbanisées où l'aléa de référence est nul mais l'aléa 2100 fort. Par ailleurs, selon l'analyse qui sera faite de cette augmentation de l'aléa, les zones non urbanisées situées en aléa de référence nul mais en aléa 2100 modéré pourront être rendues inconstructibles afin d'éviter une augmentation importante de la vulnérabilité au risque de submersion marine. »

Présents :

Monsieur ABRARD, Sous-Préfet de Saint-Omer

Monsieur LALART, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord

Monsieur BOUCHERY, conseiller municipal environnement et risques majeurs, Mairie de Gravelines

Monsieur DUMELIE, DST, Mairie de Gravelines

Monsieur LEUREGANS, chargé de Mission développement durable, Mairie de Gravelines

Madame BETINELLI, resp. service ADS, Mairie de Gravelines

Messieurs MAJEWICZ, Maire de Oye-Plage,

LAUBY, DGS, Mairie de Oye- Plage

DEBAENE, Service Urbanisme, Mairie de Oye- Plage

Monsieur DEMAZIERES, Maire de Grand-Fort-Philippe,

Monsieur POURRE, Maire de Vieille-Eglise,

Monsieur BLONDEL, Représentant du Président du Conseil Général du Pas de Calais

Monsieur BEUGNET, Président de la communauté de communes de la région d'Audruicq,

Madame BARATTE, et Monsieur GALVEZ, Représentant Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque (resp. sce environnement et chef de projet aménagement)

Madame PAUL, Ingénieur Cellule Technique Littoral, Syndicat Mixte de la Côte d'Opale

Monsieur LEPRETRE, Juriste Cellule Technique Littoral, Syndicat Mixte de la Côte d'Opale

Monsieur GRUWIER, Représentant du Président du Syndicat Mixte EDEN62

Madame LEVIS, référente SCOT, Représentante du Président du Syndicat Mixte du Pays du Calaisis

Monsieur VANHEE, chargé de mission, Représentant du Président de l'Institution Interdépartementale des waterings

Monsieur RINGO, Président de l'Union des waterings du Nord et du Pas de Calais - Président de la 2ème section de waterings du Pas de Calais

Monsieur VOITURIE, Président de la 1ère section de waterings du Pas de Calais

Monsieur MAERTEN, représentant la 1ère section de waterings du Nord

Monsieur SENAME Jean, Président de l'ADELFA

Madame HAEGEMAN, Présidente de l'association « Les Ecardiens »,

Monsieur HENNEBERT, Représentant Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de la Région Nord-Pas de Calais

Monsieur CHELKOWSKI, Représentant Monsieur le Directeur de l'AGUR

Monsieur DUBAILLE, Chargé de Mission du Conservatoire du Littoral

Madame VALERE et monsieur BRASSART, Représentant le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – service Risques

Messieurs MATHON, CHERIF, CARIN, DDTM du Pas de Calais, service eau et risques

Madame LAMPIN et Messieurs DELCAMBRE, DEPECKER, SZAREK, DDTM du Nord – Délégation Territoriale des Flandres

Madame MASSON, Messieurs CORSIEZ et PHILIPPE, DDTM du Nord – service sécurité, risques et crises

Absents :

Monsieur le Maire de Saint-Georges sur l'Aa

Monsieur le Maire de Saint-Folquin

Monsieur le Maire de Nouvelle-Eglise

Monsieur le Maire de Saint-Omer-Cappelle

Madame le Maire de Offekerque

Monsieur le Président du Conseil Régional du Nord – Pas de Calais

Monsieur le Président du Conseil Général du Nord

Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCOT Flandre Dunkerque

Monsieur le Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Nord – Pas de Calais

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Opale

Monsieur le Président de l'Université du Littoral Côte d'Opale

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'Eau Artois Picardie

Monsieur le Directeur du Service Interministériel de Défense et Protection Civile du Pas de Calais

Monsieur le Délégué Interrégional de l'ONEMA,

Monsieur le Sous Préfet de Dunkerque